

la lettre d'attac

COMITÉ 19^e-20^e

UNE RENTRÉE SOUS HAUTE TENSION

Après un printemps bouillant, marqué par la mobilisation contre la loi Travail et l'émergence de Nuit Debout, la rentrée est tout aussi chaude ! Loin d'entendre l'opposition massive des Français-e-s à la loi Travail, le pouvoir a instrumentalisé l'état d'urgence et renouvelé le recours au 49.3 pour passer en force. Mais la lutte se poursuit. Dès le 15 septembre, à l'appel de l'intersyndicale, une nouvelle journée de mobilisation a réaffirmé l'opposition des salariés au démantèlement du Code du travail. Le 8 octobre, nous occuperons le bocage de Notre-Dame-des-Landes pour rappeler que le pseudo référendum de juin dernier n'a rien changé : ce projet est toujours aussi illégitime et nous reviendrons tant qu'il le faudra pour empêcher l'expulsion de la ZAD.

Et toujours CETA et TAFTA!

Les déclarations de Fekl, Valls et Hollande contre le TAFTA sont une première victoire pour les centaines de milliers de citoyen-ne-s mobilisé-e-s contre ce projet dans toute l'Europe et aux États-Unis. Mais nous ne sommes pas dupes d'une rhétorique gouvernementale qui tend à présenter le CETA (accord UE-Canada) comme un « accord modèle », alors qu'il reprend l'essentiel des dispositions du TAFTA : élimination des droits de douane qui protègent l'agriculture paysanne ; nivellement par le bas des normes sociales, sanitaires et environnementales ; possibilité donnée aux multinationales d'attaquer les États devant des juridictions d'exception ; libéralisation des échanges de services ouvrant la voie au dépeuplement des services publics. Le 15 octobre, journée nationale d'action contre le CETA, nous serons de nouveau dans la rue pour empêcher la signature de cet accord funeste.

Ciné-débat dans le cadre du Festival des utopies concrètes « L'INTÉRÊT GÉNÉRAL ET MOI »

Un film de Sophie Metrich et Julien Milanesi (DHR, 1 h 22, 2016)

Judi 29 septembre à 19 h

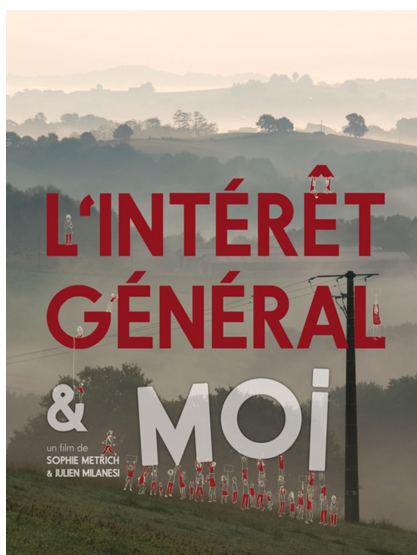
Centre d'animation de la Place des Fêtes

2-4, rue des Lilas, Paris 19^e

Métro Place des Fêtes (ligne 7 bis ou 11)

Projection suivie d'un débat.

**ENTRÉE
LIBRE**



Le film plonge le spectateur dans une réflexion vivante et sensible sur la notion d'intérêt général. De quoi s'agit-il ? À travers les histoires croisées de trois luttes contre des projets inutiles, coûteux et destructeurs (une autoroute, hélas déjà réalisée, l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes et une Ligne grande vitesse tout juste déclarée d'utilité publique), leurs auteurs démontent les mécanismes d'une décision publique dévoyée. À partir de là, le propos s'élargit et se prolonge par une réflexion sur la nature même de notre démocratie dans un monde globalisé. Qu'est-ce qu'une démocratie au XXI^e siècle ? Quelle société organise-t-elle ? Élus, dirigeants politiques, militants associatifs, journalistes, fonctionnaires exposent leurs points de vue. On ressort de ce film l'esprit concerné pour longtemps.

À VOS AGENDAS !

Grande soirée participative d'Attac France – Vendredi 23 septembre à 18 h30

« Après le Brexit, quel avenir pour le Royaume-Uni et l'Union européenne ? »

Espace Reuilly, 21 Rue Hénard, Paris 12^e.

Festival des utopies concrètes – Samedi 24 septembre, de 10 h à 18 h

Stand Attac à côté de la péniche « Antipode », à hauteur du 55 quai de Seine.

Festival Images mouvementées – Du 30 septembre au 02 octobre

« La dé-fête du travail » au Cinéma les « 5 Caumartins », 101 rue Saint-Lazare, Paris 9^e.

Manifestation chômeurs-précaires – Lundi 3 octobre (information à venir...)

Grand rassemblement à Notre-Dame-des-Landes – Samedi 8 octobre à 10 h

Départ des bus de Paris la veille à 22 h 30 – 35 euros par personne.

Manifestation nationale CETA/TAFTA – Samedi 15 octobre à 15 h 30

Place de Stalingrad. Un concert suivra. Toutes les informations sur le site d'Attac.

ATTAC, QU'EST-CE QUE C'EST ?

L'Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne (Attac) est un mouvement d'éducation populaire tourné vers l'action. Attac se mobilise contre l'hégémonie de la finance et la marchandisation du monde, pour des alternatives sociales, écologiques et démocratiques. Attac est présente dans plus de quarante pays.

Site Attac France :

www.france.attac.org

Pour connaître le comité local le plus proche de chez vous : local.attac.org

Comité local 19^e-20^e :

attacparis19-20@attac.org

ou 1-3 rue Frédérick-Lemaître- 75020 Paris

Informations, réflexions, campagnes

Attac Paris 19^e-20^e :

<http://attacparis19-20.org>

VOUS AVEZ DIT «INTÉRÊT GÉNÉRAL»?

«Toutes les procédures du débat public ont été respectées. La démocratie a parlé. Les opposants doivent l'admettre car nous sommes dans un État de droit».

D'un projet de Ligne à grande vitesse au transfert d'un aéroport, de Sivens à Roybon, cette phrase, à quelques variantes près, est répétée à l'envi de l'échelon local au plus haut niveau de l'État dès que des citoyens tentent de s'opposer à un Grand projet inutile et imposé (GPII).

Les GPII se voient promus solutions à la crise systémique que nous vivons en ramenant la "croissance". Pourtant, c'est l'aggravation de la crise qu'ils engendrent, en creusant la dette et enfermant les collectivités territoriales dans des montages financiers calamiteux. Les banques se régalaient d'accorder à des projets privés des prêts bénéficiant de la garantie des États», affirmait il y a quelque temps Geneviève Coiffard, militante de la « Zone à défendre » (ZAD) de Notre-Dame-des-Landes et membre d'Attac.

Que sont donc ces GPII dont le monde associatif parle de plus en plus ?

Une démocratie pervertie

En 2014 paraissait *Le Petit Livre noir des grands projets inutiles*, signé « Camille », un pseudonyme destiné à protéger l'identité des experts qui l'avaient rédigé. Il recensait, de façon précise, une trentaine de grands projets d'infrastructure, dont l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, des autoroutes, des lignes à grande vitesse (LGV), le centre de déchets nucléaires de Nonant-le-Pin ou la ferme des 1000 vaches.

L'argent public pourrait être mieux utilisé, dit *Le Petit Livre*, précisant qu'« un kilomètre d'autoroute coûte 10 millions d'euros, le double pour un kilomètre de ligne à grande vitesse. À la place de 5 km de LGV, on pourrait avoir deux collèges ou un parc éolien alimentant en électricité plus de 100 000 habitants. »

Les effets pervers qui, en démocratie, permettent l'apparition de projets à finalité économique – mais aussi sociale – plus que douteuse, comme la multiplication d'autoroutes, de LGV, de centrales nucléaires ou d'ouvrages comme la tour Triangle à Paris, sont bien connus. Mais comment contrebalancer le poids des lobbies et des responsables politiques qui agissent contre l'intérêt général? L'analyse des procé-



consommation pour aller vers davantage de sobriété et s'engagerait vers une transition écologique et énergétique, de l'autre une société attachée aux modes de vie urbains ou aspirant à y avoir accès, mais tarabudée par le chômage, et pour laquelle seul un modèle plus classique de croissance et de développement économique permet d'apporter des solutions durables. ».

Le requin Vinci est insatiable

Aujourd'hui, ce ne sont pas seulement les GPII que nous refusons, mais aussi « leur monde ». Nous ne voulons pas seulement mettre en échec des projets inutiles et nuisibles, mais rejeter le monde qui les a produits et en construire un autre.

Le monde des GPII, c'est, entre autres, Vinci, qui sera en cette année 2016-2017 l'une des cibles d'Attac France au titre de « requin de la finance ». En effet, Vinci est impliqué dans de nombreux projets inutiles et imposés, comme celui de l'A45, autoroute à péage pour relier Lyon et Saint-Etienne et doubler... l'autoroute gratuite actuelle! Mais c'est surtout l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, un projet vieux de quarante ans, symbole de l'absurdité écologique et de la connivence entre pouvoir politique et multinationales. Alors que la mobilisation contre ce projet ne cesse de s'amplifier (**Tous à NDDL le 8 octobre**, cf. l'agenda au recto), on peut se demander ce qu'il resterait des ambitions de la COP21 s'il n'était pas abandonné!

Mais le requin Vinci est encore affamé! Il est à l'origine du plus gros partenariat public-privé d'Europe, la ligne à grande vitesse Tours-Bordeaux, un projet pharaonique dont la viabilité économique est contestée avant même le début de l'exploitation. Vinci ne s'en inquiète guère: l'État est caution des crédits contractés pour le projet. Ce sont donc les contribuables qui payeront en cas de faillite... C'est-à-dire nous tous!

Sources: Attac France, Reporterre

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom..... Prénom.....
 Adresse.....
 Code postal..... Ville.....
 Email.....
 J'adhère à Attac et je verse pour l'année civile.....€

Ressources mensuelles et cotisation avec Lignes d'Attac

de 0 à 450 €.....	13 € - de 1600 à 2300 €.....	65 €
de 450 à 900 €.....	21 € - de 2300 à 3000 €.....	84 €
de 900 à 1200 €.....	35 € - de 3000 à 4000 €.....	120 €
de 1200 à 1600 €.....	48 € - au-delà de 4000 €.....	160 €

Bulletin à renvoyer accompagné d'un chèque bancaire ou postal à:
 Attac Service adhésions - 21 ter, rue Voltaire - 75011 Paris